

BRÈVES SECTORIELLES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 27 octobre 2025

Fait marquant

Le régulateur du rail autorise le lancement d'un service ferroviaire transmanche par Virgin Trains

Le régulateur britannique du rail, l'Office of Rail and Road (ORR), a autorisé Virgin Trains à accéder au dépôt de Temple Mills, dans l'est de Londres, levant ainsi le principal obstacle à l'entrée d'un nouvel acteur sur la liaison ferroviaire transmanche. Cette décision constitue une étape clé permettant à Virgin de lancer, d'ici 2030, des services entre Londres et plusieurs grandes villes européennes. Virgin, soutenu par les investisseurs Equitix et Azzurra, souhaite investir environ 700 M£ et prévoit la création d'environ 400 emplois.

L'accès au dépôt de Temple Mills constituait un enjeu central, s'agissant de la principale installation de maintenance pour les trains transmanche. Quatre sociétés - Virgin, Trenitalia, Evolyn et Gemini - avaient déposé une demande d'accès, mais le régulateur a refusé les trois autres candidatures, jugées moins solides sur le plan financier ou opérationnel.

Eurostar, seul utilisateur actuel du site, s'est inquiété du manque d'espace pour un autre opérateur, alors que l'entreprise a annoncé la semaine dernière l'achat d'une nouvelle flotte de trains Alstom pour un montant de 2 milliards d'euros.

Le gouvernement britannique, par l'intermédiaire du ministre du rail Lord Peter Hendy, avait publiquement soutenu l'ouverture du marché à la concurrence, estimant que celle-ci profiterait aux usagers en stimulant l'innovation et en favorisant des tarifs plus compétitifs.

6 millions de ménages britanniques aidés cet hiver sous le dispositif *Warm Home Discount*

Le gouvernement britannique a lancé cette semaine l'envoi de lettres à plus de 250 000 familles confirmant qu'elles bénéficieront d'une réduction de 150 £ sur leur facture d'énergie cet hiver, dans le cadre du dispositif *Warm Home Discount*. Décidée l'an dernier par le Premier ministre Keir Starmer, l'extension du programme porte désormais le nombre total de bénéficiaires à 6 millions de ménages, dont 1,8 million en situation de précarité énergétique et 900 000 familles avec enfants. La plupart des bénéficiaires verront la remise appliquée automatiquement sur leur facture, tandis que certains devront fournir des informations complémentaires.

Le gouvernement britannique dévoile sa stratégie pour respecter les prochains budgets carbone

Le gouvernement britannique a publié le 29 octobre son [*Carbon Budget and Growth Delivery Plan*](#), intitulé *Unlocking the Benefits of a Clean Economy System* et qui définit comment il entend respecter les 3 prochains budgets carbone - c'est-à-dire les plafonds quinquennaux d'émissions autorisées - pour atteindre la neutralité carbone en 2050. Six budgets ont été établis à ce jour (2008-2037), et le Royaume-Uni a déjà respecté les trois premiers.

Porté par l'ambition de faire du Royaume-Uni une superpuissance de l'énergie propre, le plan s'articule autour de quatre axes : (i) la sécurité énergétique et la maîtrise des coûts pour les ménages et entreprises, avec des investissements massifs dans les énergies renouvelables et le nucléaire pour réduire la dépendance aux combustibles fossiles importés ; (ii) la croissance et l'emploi, la transition vers une économie neutre en carbone devrait porter le nombre d'emplois dans les industries propres de 430 000 à plus de 800 000 d'ici 2030 ; (iii) l'amélioration de la qualité de vie, via la rénovation énergétique des logements et le développement des véhicules électriques ; et (iv) la protection de l'environnement, avec la restauration des écosystèmes et un meilleur accès à la nature.

Cette stratégie s'accompagne d'un plan d'action qui cible spécifiquement le méthane

Le gouvernement a publié simultanément un [*Methane Action Plan*](#), qui vise à accélérer la réduction des émissions de méthane, un gaz à fort pouvoir de réchauffement. A l'échelle nationale, le Royaume-Uni a déjà réduit ses émissions de 62 % depuis 1990, principalement dans l'agriculture, les déchets et l'énergie. D'ici 2030, le plan prévoit une baisse supplémentaire de 12,7 Mt, soit -68 % par rapport à 1990. Sur la scène internationale, le Royaume-Uni co-préside la *Climate and Clean Air Coalition* avec le Brésil et participe activement au *Global Methane Pledge* pour soutenir la réduction mondiale des émissions de 30 %.

Trois secteurs sont particulièrement ciblés par le plan. Pour l'agriculture, qui représente 48% des émissions de méthane du Royaume-Uni, le plan mise sur une alimentation réduisant la formation de méthane lors de la digestion, la santé animale, l'innovation agricole et des subventions pour réduire les émissions tout en maintenant productivité et revenus. Pour les déchets, représentant 31% des émissions, le plan prévoit le recyclage obligatoire des déchets alimentaires, de nouvelles normes pour les emballages et un suivi renforcé des sites de gestion des déchets afin de capter davantage de méthane. Enfin, pour la fourniture de combustibles, à l'origine d'environ 8% des émissions (et provenant principalement des fuites de gaz et de l'extraction de pétrole et de gaz), le plan ambitionne une réduction du torchage lors de la production d'hydrocarbures, une réduction des fuites dans les réseaux et une transition vers les énergies propres et le biométhane.

Réponses du gouvernement aux rapports du Climate Change Committee

Le gouvernement britannique a publié sa [réponse](#) au rapport annuel de progrès sur l'atténuation du *Climate Change Committee* (CCC), l'organisme public indépendant chargé de conseiller le gouvernement et le Parlement sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, datant de juin 2025. Le rapport reconnaît les progrès significatifs du Royaume-Uni dans la réduction de ses émissions et estime que le pays demeure en phase avec ses objectifs climatiques, à condition de maintenir le rythme actuel. Dans sa réponse, le gouvernement rappelle ses engagements sur les 10 priorités identifiées par le CCC, notamment en matière de réduction du coût de l'électricité, d'électrification de l'économie, de déploiement des pompes à chaleur, de construction de logements sans raccordement au gaz, de décarbonation du secteur public et de l'aviation, ou encore de restauration des forêts et tourbières.

Le gouvernement a également publié son [bilan](#) de mise en œuvre des actions d'adaptation au changement climatique, en réponse à un autre rapport du *Climate Change Committee* sur le sujet, datant d'avril 2025. Le document souligne les progrès réalisés depuis deux ans pour renforcer la résilience du pays face aux impacts croissants du changement climatique, tout en reconnaissant la nécessité d'intensifier les efforts. Le gouvernement y détaille ses principales actions, notamment dans la gestion de la nature, de l'agriculture et de l'eau (lancement des programmes *Farming Innovation* et *Fisheries and Seafood Scheme*, adoption du *Water Special Measures Act 2025*, création d'un fonds de 100 M£ pour l'efficacité hydrique), dans la consolidation du système énergétique (travail d'harmonisation des normes et indicateurs de suivi), dans le renforcement des infrastructures, des transports et du bâti (*Transport Adaptation Strategy*, adoption de normes nationales de drainage urbain durable, *Warm Homes Plan*). Le texte évoque également les mesures en matière de santé et de sécurité, ainsi que les dispositifs économiques et de coopération internationale (participation du Royaume-Uni au *Global Goal on Adaptation* et au *UAE Framework for Global Climate Resilience*).

Environnement

La sécheresse qui touche l'Angleterre devrait se prolonger en 2026

Le [National Drought Group](#), qui regroupe le gouvernement, les régulateurs, les compagnies d'eau et l'ensemble des autres acteurs de la gestion de la ressource en eau, alerte sur les risques de sécheresses en Angleterre pour l'année 2026, alors que plusieurs régions sont toujours en situation de sécheresse (Sussex, Yorkshire). Un printemps particulièrement sec, suivi d'un été chaud ont en effet réduit les réserves en eau du pays: la moyenne du taux de remplissage des bassines de stockage s'élève à 63 % à fin octobre, contre 76 % d'ordinaire à cette période de l'année. Pour les reconstituer, il faudrait que les précipitations des 6 prochains mois soient dans la moyenne historique, ce qui n'est arrivé qu'à deux reprises sur les 6 premiers mois de l'année.

Le groupe appelle tous les acteurs – compagnies d'eau, entreprises, ménages – à utiliser la ressource de façon plus efficace, à accroître leurs efforts pour réduire les fuites et à préparer des « plans de résilience » en cas de sécheresse prolongée.

Transports

Forte croissance de l'infrastructure de bornes de recharge au Royaume-Uni

Le réseau public de bornes de recharge pour véhicules électriques a connu une [croissance de 23 % en un an](#), selon les chiffres publiés par le *Department for Transport* et l'*Office for Zero Emission Vehicles*. Entre octobre 2024 et octobre 2025, 15 979 nouvelles bornes ont été installées, portant le total national à 86 021 points de recharge, dont plus de 17 000 bornes rapides ou ultra-rapides. Cela équivaut à l'installation d'une borne toutes les 33 minutes au cours des douze derniers mois. Sur trois ans, le nombre total de bornes a quadruplé, accompagnant la forte croissance du parc de véhicules électriques.

Les données révèlent également que plus de 6 000 bornes rapides sont désormais situées à moins d'un mille du réseau routier stratégique anglais (autoroutes et grands axes). Les inégalités régionales se réduisent : la croissance du réseau en dehors de Londres (23,4 %) a légèrement dépassé celle de la capitale (21,7 %), avec des hausses marquées au Yorkshire, dans les Midlands de l'Ouest et à l'Est de l'Angleterre, ainsi qu'au Pays de Galles.

Le ministre de la Décarbonisation, Keir Mather, a salué ces progrès, rappelant également que le gouvernement a assoupli la réglementation afin que les locataires et les ménages sans allée puissent accéder plus facilement à une recharge abordable à domicile.

Un envoyé spécial nommé pour coordonner la stratégie transports du Nord de l'Angleterre

Tom Riordan, ancien directeur général de la ville de Leeds, a été nommé « envoyé spécial » pour la croissance du Nord de l'Angleterre

par le Trésor. Sa mission consistera à dynamiser les efforts entrepris par le gouvernement travailliste pour faire du Nord, moins attractif et plus pauvre que le Sud, un pilier de la croissance britannique. Sa nomination vise à répondre aux inquiétudes des élus locaux sur le passage au second plan de la région parmi les priorités du gouvernement, malgré ses promesses électorales.

Tom Riordan aura notamment comme mission le déploiement de la stratégie d'infrastructures (articulée autour du transport ferroviaire et du logement), qui doit permettre la création d'un « corridor de croissance » entre les villes du Nord, similaire à l'arc Oxford-Milton Keynes-Cambridge.

Pour mémoire, des annonces étaient attendues lors de la *Spending Review* de juin sur la réalisation du *Northern Powerhouse Rail*, un projet de liaison entre Liverpool et Manchester. Celles-ci ont toutefois été repoussées par le Trésor.

Industrie

Le Royaume-Uni évoque la création d'un « club » sur les échanges d'acier en réponse à la crise des surcapacités

Le gouvernement britannique a évoqué l'idée d'une "alliance de l'acier" avec les États-Unis et l'Union européenne afin de protéger leurs industries face à la surproduction mondiale de métal, principalement en provenance de Chine. Le ministre du Commerce, Sir Chris Bryant, a indiqué que des discussions étaient en cours sur la création d'un pacte tarifaire inspiré des années 1950, semblable à la Communauté européenne du charbon et de l'acier.

L'objectif serait de former un "club de l'acier" dans lequel les membres appliqueraient un tarif commun sur les importations extérieures tout en commerçant entre eux à droits réduits, voire nuls. Un tel accord entre l'UE et les États-Unis avait été évoqué en 2021, mais les négociations avaient échoué.

Cette initiative répond aux récentes décisions des États-Unis et de l'UE de mettre en place des mesures de sauvegarde imposant des droits de douane à 50 % sur l'acier étranger pour des raisons de sécurité économique, associés à des quotas d'exemption réduits. Le Royaume-Uni, de son côté, bénéficie d'un tarif réduit à 25 % dans le cadre d'un accord bilatéral avec Washington.

Le ministre du Commerce Chris Bryant s'est dit confiant quant à la possibilité d'obtenir des quotas préférentiels pour les exportations britanniques lorsque le nouveau régime européen entrera en vigueur en 2026. Parallèlement, Londres prépare également ses propres mesures de sauvegarde, alors que l'excédent mondial d'acier atteint 600 millions de tonnes, et pourrait dépasser 720 millions d'ici 2027, selon l'OCDE.

Les représentants de l'industrie, notamment UK Steel, ont salué cette idée d'alliance entre "pays aux vues similaires", y voyant un moyen de contrer l'impact de l'acier subventionné asiatique et de préserver les capacités industrielles nationales.

Aston Martin bénéficiaire imprévu de la cyber-attaque contre Jaguar Land Rover

Le constructeur automobile britannique Aston Martin a bénéficié inopinément de la cyber-attaque subie par Jaguar Land Rover (JLR) fin août. L'arrêt prolongé des usines de JLR a temporairement réduit la production automobile du Royaume-Uni, permettant à Aston Martin d'exporter davantage de véhicules vers les États-Unis sans dépasser les quotas tarifaires imposés par Washington.

Pour rappel, en vertu de l'accord commercial entre le Royaume-Uni et les États-Unis entré en vigueur fin juin, les droits de douane américains sur les voitures britanniques ont été réduits de 27,5 % à 10 % pour les 100 000 premiers véhicules exportés chaque année. Toutefois, ce quota étant distribué sur la base du « premier arrivé, premier servi », Aston Martin risquait d'en être rapidement exclu en raison du poids de JLR dans les exportations. La baisse de production de ce dernier a donc, selon le PDG Adrian Hallmark, « levé une pression significative » sur l'accès d'Aston Martin à ces tarifs réduits.

Malgré cet allègement temporaire, le constructeur reste confronté à de lourdes difficultés financières. La société, déjà déficitaire, a averti qu'elle ne dégagerait pas de flux de trésorerie positif au second semestre 2025. Ses résultats du troisième trimestre montrent une perte d'exploitation de 56,1M£, contre 26,7M£, et un chiffre d'affaires en recul de 27 %, lié notamment à la faiblesse de la demande chinoise.

Le gouvernement accorde 420M£ de remise sur les factures énergétiques aux industriels électro-intensifs

Le gouvernement britannique a annoncé une réduction de 420 millions de livres sterling sur les factures d'électricité des entreprises les plus consommatrices d'énergie, à partir de 2026. Environ 500 sociétés - dans les secteurs de l'acier, du verre ou encore du ciment - bénéficieront d'une remise de 90 % sur les frais d'accès au réseau électrique. Ces frais représentent environ 20% des factures d'électricité des entreprises.

Cette mesure, financée par les recettes fiscales existantes, vise à rendre les industries britanniques plus compétitives face à leurs rivales étrangères, a déclaré le ministre du Commerce Peter Kyle. Pour mémoire, selon l'Agence Internationale de l'Energie (AIE), les coûts de l'énergie sont deux fois plus élevés au Royaume-Uni que parmi les états membres de l'AIE.

Les entreprises concernées, comme Tata Steel et INEOS, saluent une aide bienvenue, mais jugent qu'elle reste insuffisante et tardive : le secteur sidérurgique, par exemple, n'en verrait les effets qu'en 2027. Gareth Stace, directeur général de UK Steel, a dénoncé « une nouvelle année de prix d'électricité non compétitifs » pour l'industrie.

Le syndicat Unite (plus grand syndicat britannique par nombre d'adhérents) a quant à lui critiqué une mesure « trop limitée » et ciblé « les profits obscènes » du secteur de l'énergie, estimés à 30 milliards de livres en 2024. Selon le syndicat, environ 29 % des factures industrielles correspondraient aux marges des fournisseurs d'énergie.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres
pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Adam Galametz (Transports, Industrie) Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), Apolline Delagrangue, revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr